## Chers lecteurs, chères lectrices,

Le Bureau de la Communication et de l'Information publique de la MINUSTAH a le plaisir de partager avec vous la première édition de Les Dossiers du Mois, un bulletin mensuel d'informations.

Les Dossiers du Mois se veut un coup de projecteur sur divers sujets d'actualité et/ou d'intérêt général. Il se présentera essentiellement sous forme d'articles de fond, de témoignages, d'analyses, de reportages, de portraits, d'entrevues...

La sortie du premier numéro coïncide avec le premier anniversaire du tremblement de terre. Aussi, nous sommes-nous intéressés à des réalités post-séisme, au nombre desquelles le combat du peuple haïtien et les efforts visant à pallier ses difficultés, ce dans une optique de mieux apprécier le reste du travail à accomplir et, pourquoi pas, de jeter un regard critique sur les manquements enregistrés.

Cette première édition comprendra entre autres des articles brossant la situation des camps de déplacés un an après, le point sur les actions de relèvement, le rôle et actions du CIRH ainsi que les prémisses de la reconstruction. Grace aux témoignages de personnes qui ont vécu et survécu à la tragédie, nous partagerons leurs souvenirs, leurs peurs, leurs angoisses, mais aussi leur courage.

Bonne lecture à tous. Eliana Nabaa. Chef du Bureau de la Communication et de l'Information Publique de la MINUSTAH



## Le mardi noir...

12 janvier 2010. Un jour qui avait pourtant commencé comme à l'ordinaire... Hélas, il allait marquer de son empreinte indélébile Haïti et son peuple, mais aussi l'ensemble des partenaires, au nombre desquels les Nations Unies. A tous points de vue, le tribut infligé est bien lourd. Et 12 mois après, les impacts de ce tremblement de terre restent presqu'entiers, les souvenirs encore vivaces! Film d'une journée qui, à jamais, aura changé des millions de vies.



I était 16:53 quand tout a basculé. La terre, sans crier gare, s'est mise à trembler avec une violence devant laquelle l'on pouvait difficilement garder son sang froid. Accompagné d'un bruit assimilable à celui d'un bulldozer en action, les convulsions intermittentes du sol ont surpris les victimes dans leurs gestes pourtant habituels.

Dans les endroits touchés, la panique était à son comble, puis se sont enchainés, dans le désordre, consternation, désolation, douleur, émoi... mais aussi impuissance devant ce qu'infligeait à tous, sans distinction aucune, une nature en furie. Et à chacun son vécu.

« Ma fille et moi étions en route vers Tomassin », raconte Marie-Lourde, une rescapée quadragénaire... tout à coup, j'ai eu le sentiment que mon véhicule devenait incontrôlable. J'ai arrêté le moteur afin de voir ce qui n'allait pas. J'ai vite réalisé qu'il s'agissait d'un tremblement de terre. Les maisons s'écroulaient sous nos yeux... j'ai serré fortement ma fille de sept ans dans mes bras. Je n'oublierai jamais son regard ... »

Le directeur régional de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et directeur de l'Institut Aimé Césaire, Kinvi Logossah, se rappelle, lui aussi, ce jour dévastateur. «J'étais à mon domicile, à Canapé Vert, me préparant à prendre part à une rencontre officielle. Tout à coup, ma maison s'était mise à trembler violemment et, à peine je réalisais ce qui se passait, qu'elle s'est effondrée sur moi. Je n'ai eu la vie sauve qu'en

### suite de la page 1

me blottissant dans l'encadrement d'une porte et grâce à une fente béante dans le mur par laquelle j'ai pu m'échapper ...

Une fois dehors, M. Logossah dit avoir marché, pieds nus, jusqu'à l'institut, à quelque 2 km de son domicile, mais n'a pu trouver que «des locaux en ruine, malheureusement effondrés sur des dizaines d'étudiants et d'enseignants». M. Kinvi sera évacué vers la Martinique, et son institution servira, quelques jours après, de cimetière pour nombre d'étudiants expatriés et nationaux.

Nombreux, en effet, ont été prisonniers des ruines des bâtiments publics ou des habitations, des hôtels, des écoles, des supermarchés, des établissements hospitaliers, des églises, des organisations non gouvernementales et internationales ... « Je suis resté coincé pendant deux heures dans mon bureau, à la Direction générale de la Police Nationale d'Haïti (PNH), dans le quartier de Pacot», témoignera, quelques semaines plus tard, le conseiller du DG de la PNH, le colonel Ludger Kpanou. « Je ne pouvais pas bouger car j'avais un bloc de béton sur ma jambe. J'ai aussi reçu un coup sur la tête qui commençait d'ailleurs à saigner... ».

Un vécu quasi similaire pour la petite Rénanne, âgée de 9 ans. Dans la cour du centre de réhabilitation de Handicap International qui lui sert d'espace de rééducation, Rénanne a un sourire éclatant qui cache bien son mal: l'amputation de son pied droit. « Elle étudiait chez un voisin quand il y a eu ce tremblement de terre. Un mur lui est tombé dessus», a expliqué Micheline, sa mère, selon qui « la petite n'a pu être auscultée par un médecin que six jours plus tard. « Lorsqu'ils sont revenus de la salle d'opération et que j'ai vu que son pied avait été coupé, je me suis effondrée», dit Micheline.

Dans le lot des survivants, Heiner Rosendahl, sorti in-extremis de son bureau en ruine annexé au bâtiment principal de l'Hôtel Christopher quand « la dalle de mon bureau s'est fendue en deux avant de s'écrouler». Non loin, à la Villa Privée (nom du local abritant naguère les Bureaux de la UNPol), Endang, UNV de son état, sera «prisonnière des décombres pendant une trentaine de minutes» avant d'être sauvée. Hélas, une centaine de leurs collègues civils, policiers et militaires n'auront pas cette chance, et périront, les uns sur le coup, d'autres des suites de leurs blessures ou encore par étouffement... sous des ruines de bâtiments qui leur servaient de lieu de travail.

«Quand j'ai appris que l'Hôtel Christopher s'est écroulé, j'ai voulu m'y rendre pour avoir des nouvelles d'amis qui y travaillaient », témoigne le Dr Samson. Mais, il sera bientôt contraint de rebrousser chemin à cause des troncs d'arbres et blocs de pierre détachés des collines qui jonchaient la rue John Brown, rendant impossible toute circulation automobile. «Ma voiture a plutôt servi d'ambulance pour les blessés. Les rares tap-taps qui se sont aventurés sur les routes s'étaient, eux aussi, transformés en ambulances.

Dans les minutes qui ont suivi, les survivants réaliseront, chacun au rythme des informations lui parvenant, l'ampleur du drame. Les nouvelles, elles, se relayaient, les unes plus macabres que les autres. «On vient d'apprendre quel tel a été tué sur le coup, aplati sous la dalle du bâtiment dans lequel il se trouvait ou encore que l'hôtel Montana a englouti des dizaines de vies ...». Et puis les rumeurs, plus affolantes les unes que les autres; le risque d'un tsunami... par exemple.

Tout cela au milieu des cris de douleur, de détresse et autres scènes de grandes souffrances physiques et morales... provenant de blessés ou de rescapés dont les proches étaient prisonniers des ruines.

Les milliers de rescapés, sous le choc, erraient dans les rues, visiblement hagards, sans destination fixe. Beaucoup ont passé la nuit sur les trottoirs, aux cotés des blessés et des morts. Ils avaient soit tout perdu, soit « peur du béton ». Ils peupleront au fil des jours, les centaines de sites de déplacés qui caractérisent désormais le paysage haïtien.

A Santo 17, un camp de la commune de Croix des Bouquets, où elle vit désormais avec son mari et ses deux enfants, Yvette Lorinet, ex-résidente de Santo 15, la trentaine, a perdu tout ce qu'elle possédait, sa maison complètement détruite. «Alors, avec d'autres rescapés du quartier, j'ai pu trouver refuge ici où nous avons pu fabriquer, au départ, des tentes de fortune à l'aide de quelques tissus et draps récupérés de sous les décombres. Depuis, ce lieu est devenu ma maison».

Le verdict sera tombé plus tard ! La magnitude du séisme était de 7.0 sur l'échelle de Richter, et la durée des secousses, 35 secondes. Mais c'était suffisant pour engloutir tant de vies et plonger des millions d'autres dans le désespoir et la misère.

### Des morts, des disparus!

Mona est chauffeur à la MINUSTAH. Comme nombre de ses concitoyens, elle a vu son monde s'écrouler depuis ce fameux jour qui, brusquement, «a emporté mon unique enfant alors qu'elle se trouvait à l'école... une jeune fille dans la fleur de l'âge et à l'avenir prometteur. Ma vie n'a plus de sens...». Aujourd'hui, Mona passe le plus clair de son temps dans une église... avec la photo de sa fille, un portrait qui ne la quitte d'ailleurs presque plus jamais.

Parnel Beauvoir était, lui, bon père de famille et travaillait comme chargé de l'information publique à la MINUSTAH. Il ne rentrera pas ce jour-là chez lui, comme tous les jours, à la fin d'une laborieuse journée de travail. Sa famille, ses collègues ne le reverront plus. « Le corps de mon mari n'a jamais été retrouvé », dira sa femme, aujourd'hui seule à élever leurs trois enfants. «Les seules informations qui me sont parvenues font croire qu'il a été tué dans l'effondrement du salon de coiffure où il s'était rendu.... ».

Dans le silence des cœurs, le vécu du 12 janvier est certainement plus sombre, le poids plus lourd... Bon gré, mal gré, la vie fait son petit bonhomme de chemin. Certains ne vivront plus jamais dans des bâtisses en béton. D'autres redouteront à jamais cette «musique cadencée» qui a accompagné le séisme. Et guérison ou pas, il faut bien poursuivre la marche vers l'avenir. La preuve? Un an déjà!

Uwolowulakana Ikavi

## Jens à cœur ouvert!



Il a passé cinq jours sous les décombres de l'Hôtel Christopher... traversé le couloir de la mort avant d'être récupéré, in-extremis. Désormais, dans le lot des rares miraculés du séisme, un nom s'inscrit ... en lettres d'or : Jens Kristensen. Pour partager son vécu, il a bien voulu revisiter le passé, rouvrir cette parenthèse éprouvante de sa vie et se prêter au jeu des questions-réponses. Voici son histoire.

A 4:53, le 12 janvier 2010, Jens était, comme la grande majorité du staff, toujours à l'œuvre. Pris au dépourvu par le tremblement alors qu'il se trouvait au 3e niveau de cet édifice de six étages, Jens aura trois options: tenter de sortir? Le temps lui faisait cruellement défaut. «Se refugier à l'angle de la pièce» ou « se mettre sous la table» lui semblent plus réalistes.

Les secondes sont comptées, Jens le sait. Très vite, dans un geste mi-réfléchi mi-instinctif, il se mettra à l'abri sous la table, et presque au même instant, l'Hôtel Christopher s'écroule, réduisant

les dimensions de la table. Jens se retrouve donc emprisonné sous les décombres, dans «un espace de quelque 30 cm de hauteur, 45 cm de largeur et 150 cm de longueur», sans nourriture et sans eau. «Je me suis retrouvé couché sur le dos, ne pouvant ni bouger ni rien entendre ni rien voir. Le noir complet !», se souvient-il.

Dans son désormais espace de survie, Jens n'avait plus qu'à attendre. « Le pire pour moi était de ne connaitre ni la date ni l'heure qu'il était», dit-il. Heureusement, près de 14 heures après, Jens a pu mettre la main sur son téléphone portable, au cours d'une séance d'exploration de son espace ... comme seule distraction. Grâce à la lumière de l'appareil, Jens a pu, enfin, lire la date et l'heure: mercredi 13 janvier, 7:00 AM,». Le même appareil lui permettra d'illuminer son espace, de temps à autre.

Mais la principale activité de Jens, dans son minuscule environnement, était de crier au secours... dans trois langues différentes: «Help, au secours et socorro». Pour se faire entendre, il tapait aussi le rebord métallique de la table à l'aide d'un petit morceau de béton. Affamé et tenaillé par la soif, Jens passait aussi beaucoup de temps à dormir...

#### « Je refuse de finir ainsi!»

La première fois qu'il a entendu du bruit, c'était le lendemain matin. Bruit d'engins des sauveteurs qui déblayaient le site à la recherche d'éventuels survivants. Par moments, les sauveteurs arrêtaient leurs machines, je suppose, pour pouvoir détecter des signes de vie». Et Jens de souligner : «tant que je pouvais respirer et avoir un peu d'énergie, j'ai gardé espoir que l'on viendrait me sortir de là ». Mais au fil des jours, Jens sentira progressivement ses forces l'abandonner.

Dans l'après-midi du jeudi, qui correspondait au 3e jour, «ma main a effleuré un classeur... je l'ai tiré et ai eu l'heureuse surprise de percevoir de la lumière. Réconfort! «Je pouvais bénéficier d'un peu de soleil et d'air frais». J'avais surtout la nette impression que je n'étais pas très loin de l'extérieur» et donc qu'on allait aisément le trouver... du moins, avait-il vivement espéré. Hélas ! Il y passera

encore de très longues heures... à attendre de l'aide. Le dimanche matin, les secouristes et leurs équipements étaient comme chaque jour fidèles au rendez-vous. Mais lorsqu'ils se sont tus, j'étais trop faible pour me faire entendre. Mais, avait-il pensé : « ce serait vraiment stupide de garder silence et de mourir ainsi ... si jamais c'est ma dernière chance d'être secouru». Pour Jens, en effet, il fallait y croire jusqu'au bout. «Je ne voulais pas finir ainsi, sous des ruines, si loin des miens», dit-il, la voix étreinte par l'émotion, le visage grave.

Et dans un ultime effort, Jens a tapé sur le rebord de la table et crié au secours. Miracle! Il venait de se faire entendre. La confirmation n'a pas tardé à venir de l'extérieur... Pour repérer d'où venait le bruit, les sauveteurs ont fait résonner 3 coups. Et, réponse de Jens par le même nombre de coups... puis 4 coups des deux parties... la communication venait de s'établir entre lui et les sauveteurs.

Il aura fallu ensuite quelque 7 heures aux sauveteurs américains pour extraire Jens des décombres de l'Hôtel Christopher. Sa détermination à vivre aura payé. Sous les décombres, Jens aura passé 5 jours... au cours desquels il a pensé à sa famille, à ses amis, à Dieu, mais aussi à ce qu'il a pu réaliser et aux projets qu'il avait...

Aujourd'hui, la cicatrice sur le dos de sa main droite est bien là pour lui rappeler qu'il revient de loin! Mais, le 12 janvier 2010 a-t-il transformé l'homme? Et Jens de répondre : je vis toujours de la même manière. Comme à l'accoutumée, «je mange peu et bois toujours autant de café» (éclat de rire!).

Bien évidemment, nul ne saura remettre en question la force de l'habitude. Mais lorsqu'on a côtoyé la mort de si près, on mesure mieux la valeur de la vie.

Aussi, Jens a-t-il «appris à apprécier chaque instant de son existence, à accorder un peu plus d'attention aux petites choses et à attacher moins d'importance aux petites frustrations et inquiétudes qui, parfois, remplissent notre quotidien».

Uwolowulakana Ikavi

## A L'OCCASION DU PREMIER ANNIVERSAIRE DU 12 JANVIER INTERVENTION DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL, EDMOND MULET



Son Excellence Monsieur René Préval, Président de la République, Son Excellence Madame Marie-Michèle Rey, Ministre des Affaires Étrangères, Madame Michaëlle Jean, Envoyée Spéciale de l'UNESCO

Monsieur William Jefferson Clinton, Envoyé Spécial du Secrétaire Général, Monsieur Alain Leroy, Secrétaire Général adjoint des Nations Unies,

Monsieur Tony Banbury, Sous-secrétaire Général,

Mesdames et Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique, et des organisations internationales,

Chers collègues, chers amis,

Je tiens tout d'abord à remercier les parents et amis de nos chers disparus, dont certains sont venus de loin pour être avec nous aujourd'hui. Je sais que dans cette assemblée figurent des membres de famille de nos collègues haïtiens et internationaux disparus voici tout juste un an.

Que ceux qui n'ont pu se joindre à nous sachent que nous sommes de tout cœur avec eux.

Qu'ils sachent aussi que nos collègues qui servent notre organisation ailleurs dans le monde sont également de tout cœur avec eux et avec nous. Dans quelques minutes, partout autour de la Terre, au milieu des tempêtes de neige, dans le fond des déserts brûlants, du plus haut des montagnes et dans les savanes les plus étendues, il y aura dans toutes les missions et les bureaux des Nations Unies 47 secondes de silence. Le Secrétaire général Ban Ki-moon se recueillera dans la salle de méditation du quartier général de l'ONU à New York.

Je pense à ceux, Haïtiens ou expatriés, de la MINUSTAH ou des agences, blessés physiquement ou non pendant le tremblement de terre, qui ont continué à travailler avec persévérance, détermination et courage durant les semaines et mois qui ont suivis le séisme, malgré le drame personnel qu'ils ont vécu ce jour-là.

Je voudrais, au nom des Nations unies renouveler ma profonde reconnaissance et ma gratitude envers tous ceux qui, malgré leur souffrance et leur peine ont tout fait pour que la mission se remette debout et continue ses activités au service de ce beau pays que nous affectionnons tant. Je salue tout particulièrement les efforts héroïques de ceux qui ont participé dès les premières heures au déblaiement de nos édifices, et qui ont permis de dégager plusieurs de nos collègues de sous les décombres; de ceux qui ont prodigué des soins continus à nos blessés, de ceux qui ont assuré le soutien psychologique au personnel qui en avait besoin et de ceux qui ont eu la si importante mais délicate tâche de rester en contact constant avec les familles des défunts. Je les salue avec fierté. Ils sont un exemple pour nous tous.

Monsieur le Président, Madame la Ministre, avec votre présence vous honorez la maison des Nations unies qui est, d'ailleurs, votre maison.

Je tiens à remercier nos collègues, Messieurs Alain Leroy, Bill Clinton et Tony Banbury et Madame Michaëlle Jean, qui ont tenu à faire le voyage de New-York et du Canada pour être parmi nous en ce jour de commémoration.

Enfin, je tiens également à remercier les représentants du corps diplomatique des pays qui ont souffert de lourdes pertes en vies humaines pour leur présence ici, à nos côtés.

Nous marquons aujourd'hui le premier anniversaire de la plus grande catastrophe naturelle qu'ait vécu Haïti, et de la plus grande tragédie qu'aient connu les Nations unies.

Voilà un an déjà, en quelques dizaines de secondes, Haïti subissait un séisme d'une dimension sans précédent, d'une ampleur telle qu'elle aurait pu mettre n'importe quel pays à genoux.

Plus de 230.000 personnes ont perdu la vie, 300.000 autres ont été blessées, et à peu près le quart de la population s'est retrouvée sans toit, sans ressources. Le gouvernement haïtien a perdu des milliers de fonctionnaires et la grande majorité de ses infrastructures a été détruite. Au total, plus de 3 millions d'Haïtiens ont été directement affectés par la tragédie.

La MINUSTAH a perdu 102 des siens, y compris la quasitotalité de ses cadres dirigeants. Je pense non seulement à mes collègues et amis Hédi Annabi et Luiz Carlos da Costa ; je pense à l'ensemble des disparus, y compris nos 32 collègues internationaux, 3 Volontaires des Nations Unies, 19 collègues nationaux, 25 collègues militaires, 18 UNPOL et 5 collègues des agences.

Aujourd'hui, nous nous recueillons pour commémorer leur disparition et pour célébrer la mémoire de nos chers collègues, amis ou parents disparus. Nous nous recueillons aussi en mémoire des plus de 230.000 Haïtiens qui ont eu la vie arrachée en guelques secondes.

Pour toujours, nous porterons dans notre cœur et dans notre esprit le deuil et les profondes blessures laissées par cette tragédie.

Mais au-delà de ces chiffres épouvantables qui continuent de nous hanter, nous sommes réunis aujourd'hui pour penser à des personnes, des êtres chers dont nous nous rappelons les visages, les voix, les rires, les pleurs. La vie.

Et aussi nous sommes ici pour penser à des collègues, des femmes et des hommes de bonne volonté, des amis, avec qui nous avons fourni tant d'efforts au service de l'Organisation des Nations unies, et avec qui nous fûmes animés des mêmes principes et d'une même vision, celle de travailler pour un avenir meilleur pour Haïti.

Les défis qui continuent à se présenter à nous sont considérables. Nous en sommes tous conscients. D'où notre détermination à poursuivre inlassablement notre engagement de bonne foi, pour contribuer au relèvement d'Haïti et continuer à appuyer les efforts des Haïtiens qui ont si cruellement souffert.

Nous savons que nos chers collègues disparus n'auraient pas voulu qu'il en soit autrement. Notre but ultime est de voir l'aboutissement des efforts honnêtes qu'ils ont fourni et que nous continuons de fournir, en leur nom, pour eux et par eux, pour Haïti.

Disparus, oui, mais toujours si présents parmi nous, dans nos cœurs, dans nos esprits. Ils continuent d'habiter nos murs, nos bureaux, nos pensées.

Leur mémoire nous sert de phare, d'exemple, pour accomplir notre part de l'immense travail que nous devons continuer à faire, sans relâche, pour qu'Haïti se relève et prospère.

Que leurs âmes reposent en paix et puissent-ils continuer à nous accompagner dans nos idéaux, dans nos efforts et dans nos aspirations.



## Ayiti tonbe, Fò'l leve kanpe

Vè 4 trè senkantwa, Ayiti te vin tou nwa. Paske tè a tranble, tout moun te dlo nan je, T'ap kriye san rete, zotobre ak malere, T'ap kouche menm kote, epi yap rele.

Nan sila yo ki soti nan tout lòt Peyi, Pou te vin ede Ayiti, te wè lavi yo detwi.

Nou te pèdi nimewo 1 ak 2 MINUSTAH Ak plis pase san (100) lòt konpayon. Sa yo kite rete vivan, yo leve kanpe Pou kontinye ede sak nan nesesite.

Frè'm ak sè'm nan MINUSTAH Mwen bese chapo'm byen ba, Pou'm salye kouraj fanm ak gason vanyan, Ki toujou ap travay pou chanjman.

Douz janvye 2010 nou tout t'ap kriye, Yon lane aprè, n'ap selebre, Yon moman trajik nan listwa Peyi Dayiti Ak nan tout listwa Nasyonzini.

Bravo pou nou tout ki pajanm lage Nan lit kap mennen pou lapè. Kontinye dekouraje tout atoufè. Kap chèche pa tout mwayen fè san koule.

Onè respè pou tout sipotè. Ki toujou rive alè, Pou ede peyi Dayiti, Ki pa janm bouke soufri.

Kontinye limen bouji lapè a, Pou Ayiti ka redrese san kè sote. Ke lespri sayo kite tonbe repose an pè. Kenbe fèm pa lage nan lapè.

Poème de Quetony SAINT-VIL (PIO Centre multimedia du Cap-Haitien)

"Pa Lage", qui se veut un message d'espoir, a été sélectionné parmi les meilleurs. L'auteur donc a été invité à le déclamer lors de la cérémonie commémorative au siège de la MINUSTAH.



janvier 2011

## Abris : du provisoire au transitoire

Inscrits en pôle position des réalités post-séisme, les camps de déplacés caractérisent, depuis, le paysage haïtien. Une situation résultant de la destruction de centaines de milliers d'habitations. Un an après, nombre de projets ont vu le jour pour offrir aux déplacés des abris plus solides. Mais en attendant, des logis en plastique continuent de servir d'habitation à quelque 800.000 sinistrés, à la merci des intempéries et de l'usure du temps.



Les camps de déplacés sont nés de manière progressive. Par groupes, en effet, les rescapés avaient pris d'assaut les cours d'écoles, des places publiques, voire des terrains privés. La peur des habitants de retourner dans leurs maisons détruites ou endommagées avait amplement contribué à cette « explosion de refuges ».

En plus de la promiscuité et l'insalubrité, les sinistrés ne sont nullement à l'abri des intempéries sous des tentes de fortunes faites, au départ, de draps, de matières plastiques, de cartons, de morceaux de bois et de tôles usagées...

Pour mettre fin à la prolifération de ces nombreux campements, anarchiques et dépourvus d'infrastructures, un projet du gouvernement haïtien visant à reloger des sinistrés dans des espaces plus vastes à l'extérieur de la capitale a vu le jour au début de mars 2010. Des camps qui devraient abriter quelque 400.000 tentes familiales avec, chacune, une capacité d'accueil allant jusqu'à dix personnes et des services de base.

La relocalisation des sinistrés était l'une des cinq possibilités offertes aux victimes du séisme. Il fallait alors aménager d'urgence cinq (5) sites sur lesquels des abris provisoires allaient être installés pour accueillir 100.000 personnes avant la saison cyclonique. Ces sites, selon les prévisions, se transformeraient en nouveaux quartiers permanents où les abris temporaires allaient être progressivement remplacés par des habitations définitives avec des infrastructures et des services de base adéquats.

Le «Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti», (PARDH) prévoyait plusieurs options: les sinistrés dont les habitations étaient jugées sûres pouvaient retourner dans leurs foyers. A ceux dont les maisons ont subi des dommages, une aide était promise, pouvant leur permettre de les réparer. Une autre option consistait à loger des déplacés dans des familles d'accueil.

Selon le ministre haïtien des Travaux Publics, Transports et communications (MTPTC) Jacques Gabriel, quelque 200.000 bâtiments ont été évalués dans la région métropolitaine de Portau-Prince par des ingénieurs nationaux, sous la supervision du Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS). Financée conjointement par la Banque Mondiale et le Fonds Mondial pour la Prévention des Catastrophes et la Reconstruction (GFDRR), l'évaluation des maisons avait pour but de rassembler les informations susceptibles de permettre aux personnes déplacées de retrouver leurs foyers et ainsi permettre la planification de la recons-truction.

A l'issue de ce processus, qui a démarré en mars 2010, un peu moins de 50% des maisons auront été marquées «verte», c'est-à-dire habitables. Les quelque 25% pouvant être réparées étaient marquées «jaune». Le pourcentage restant était constitué de maisons irréparables «rouge».

Durant l'année écoulée, l'effectif des déplacés dans les camps a baissé d'un tiers, passant de «1,5 million en juillet 2010 à 1,35 million en septembre pour atteindre 1.050.000 en novembre et 810.000 a la fin du mois de décembre», indique l'OIM, à la tête du groupe de gestion des camps de déplacés en Haïti, le «Camp Coordination Camp Management Cluster» (CCCM). Même constat de réduction au

janvier 2011

niveau des sites d'hébergement, qui sont passés, en novembre dernier, à quelque 1150, comparativement aux 1500 durant le mois de juillet.

Cette réduction est attribuée particulièrement à l'« intensité de la saison pluvieuse qui a rendu la vie dans les tentes insupportable pour beaucoup». Les déplacés sont retournés dans leurs maisons ou ont trouvé une autre alternative», selon les enquêtes de terrain réalisées par le CCCM, à travers les sites situés à Port-au-Prince ainsi qu'à Léogane, Gressier, Grand Goave, Petit Goave et Jacmel.

Dans les camps, le Groupe Sectoriel Abris et Articles non Alimentaires (Shelter and NFI) dit avoir atteint l'objectif de pourvoir aux besoins en abris provisoires de 100.000 personnes par semaine au cours des quatre premier mois de la réponse. En ce qui a trait, cependant, à la construction d'abris transitoires, la réalité est quelque peu différente.

#### La difficile marche vers les abris transitoires

Par définition, les abris transitoires sont des habitations de 18 à 24m2 avec une ossature en bois ou en métal, une base en béton et un toit en tôle. Ils doivent pouvoir résister au moins trois ans et être en mesure de protéger leurs occupants contre des vents plus ou moins forts. De plus, leur fondation doit être suffisamment robuste et haute pour résister à de possibles inondations. Un abri provisoire, dont la hauteur idéale est de 1,8 m minimum, du sol à l'avant-toit, couterait entre 1000 et1500 dollars USD.

Aujourd'hui, souligne Mme Valentina Evangelisti, conseillère pour la Reconstruction et le Logement, au sein d'ONU-HABITAT, «des 124.889 abris transitoires, initialement prévus sur 18 mois, seuls 19.197 ont été construits,



soit environ 15% ». Pour expliquer la présente situation, le «Shelter Cluster» évoque au moins trois (3) raisons, à savoir: un retard dans la démolition et le déblaiement des sites. l'inaccessibilité de certains quartiers (défavorisés) et l'indisponibilité de terrains.

Ce dernier justificatif renvoie particulièrement à la situation de nombre de sinistrés, locataires au moment du tremblement de terre le 12 janvier, qui ne peuvent revenir sur leur lieu d'habitation. «La mobilisation et l'aménagement de terrains où pourront être installés des abris restent un des principaux défis à relever», note un rapport du « Groupe Sectoriel Abris», (Shelter Cluster). Le même rapport souligne que nombre des personnes concernées ne possèdent pas une parcelle où construire un abri.

Selon les prévisions, quelque 185.000

personnes «seront encore dans des camps au moment de la saison cyclonique 2011» prévu pour débuter le 1er juin. Des estimations réalisées en octobre dernier et qui tiennent compte de la progression des «T-Shelters» (abris transitoires) et des réparations qui auront été faites d'ici à juillet 2011.

Mais en attendant que leur soient procurés des abris décents, les sinistrés vivent sous les tentes, pour la plupart dans des conditions «inacceptables et effroyables», comme l'a déploré la Sous Secrétaire générale aux Affaires humanitaires de l'ONU, Mme Catherine Bragg, lors de sa récente visite en Haïti.

Pierre Jérôme Richard





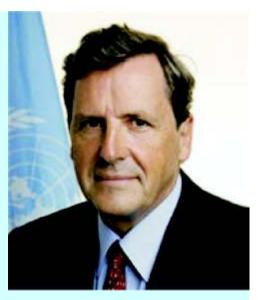


## ALLOCUTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT POUR LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX, ALAIN LE ROY Port au Prince, 12 Janvier 2011

Avant de lire les remarques du Secrétaire général je voudrais souligner que c'est pour moi un grand moment d'émotion de me retrouver ici un an, jour pour jour, au lieu où c'est produit le plus grand drame qui n'ait jamais affectée les Nations unies.

Il y a un an de cela, nous avons perdu beaucoup d'amis chers et de collègues. Je voudrais avoir une pensée toute particulière aux familles et aux proches dont les noms apparaissent sur le monument qui va bientôt être inauguré devant nous. Je voudrais leur dire que bien qu'ils ne soient plus avec nous, ces être chers resteront toujours dans nos cœurs et que ne les oublieront jamais.

Permettez-moi de lire les remarques que le Secrétaire général donne en ce moment à New York : Chers collègues,



Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, c'est avec le cœur encore lourd que nous nous réunissons pour se souvenir des victimes du tremblement de terre meurtrier qui a frappé Haïti il y a un an exactement.

Et nous nous réunissons dans le véritable esprit de la famille des Nations Unies en solidarité avec Haïti et son peuple, et avec toutes les nations qui a vu un de leurs fils ou filles, un père ou mère, un frère, ou une sœur ou un conjoint périr en ce jour fatidique.

Cette tragédie a transcendé Haïti ... Elle a été ressenti a travers le monde entier et le monde entier a pleuré avec Haïti et avec la famille des Nations Unies pour avoir souffert sa perte la plus importante de vie d'une mission de maintien de la paix.

Devant une telle adversité, nous avons été témoin de la solidarité de l'esprit humain lorsque de nombreux pays ont réagi rapidement et généreusement en fournissant une aide précieuse pour Haïti et son peuple.

Aux familles et aux les proches des 102 collègues qui ont péri, et aux nombreux collègues qui ont subi des blessures, physiques et émotionnels, je tiens à exprimer ma sympathie et ma profonde reconnaissance pour le sacrifice que vous ou vos proches fait.

Je veux rendre un hommage particulier aux efforts courageux de ceux du personnel des Nations Unies qui ont survécu et sont restées en Haïti après le tremblement de terre, vous avez été essentiel pour assurer que, dans les premières heures, nous pourrions fournir une aide vitale aux blessés, ou de consolation à ceux qui, comme vous, besoin de réconfort et de consolation face à la perte et la souffrance.

Je tiens également à saluer le personnel qui a répondu immédiatement à l'appel à des volontaires, pour permettre à la mission de reconstruire et, à son tour, faire en sorte que les autorités haïtiennes ont été correctement pris en charge. Un mot très spécial de remerciement va à mon Représentant spécial, M. Edmond Mulet, qui, avec courage et détermination a été exemplaire face à des défis redoutables d'obtenir le retour de la mission sur la bonne voie.

Mesdames et messieurs ... les amis,

Certes, 2010 restera dans les mémoires en Haïti comme l'une des années les plus difficiles de son histoire récente.

Trop nombreux Haïtiens vivent encore dans des conditions terribles et inacceptables un an plus tard. Je voudrais profiter de cette occasion pour appeler le monde à la hauteur de la solidarité exprimée à la suite du tremblement de terre, y compris ici à New York, à la Conférence des donateurs sur Haïti dernière Mars. Nous devons collectivement redoubler d'efforts pour aider Haïti à tourner la page, à la reconstruction de son capital, à la recherche de la stabilité politique à la construction d'institutions fortes et de parvenir à la prospérité économique.

Comme nous nous réunissons pour rappeler toutes les victimes du séisme en Haïti, y compris nos propres collègues nous célébrons la vie de chacune et chacun d'eux pour leur contribution unique à Haïti et au monde.

Ils ont payé le prix fort pour leur engagement à une cause noble, et l'Organisation des Nations Unies est éternellement reconnaissant. Ils ne seront pas oubliés.

janvier 2011

## Vers la reconstruction d'un pays dévasté

Le séisme destructeur du 12 janvier a ravagé les infrastructures économiques et sociales et emporté même les symboles de l'Etat. Le processus de reconstruction du pays est confié à une Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), qui regroupe représentants du Gouvernement, membres de la société civile et bailleurs de fonds internationaux. Une reconstruction qui doit se faire en fonction des priorités définies dans un plan d'action gouvernemental.



Build back better / Mieux reconstruire». C'est le mot d'ordre lancé par l'exprésident américain Bill Clinton, peu après sa nomination comme Envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti. Ce défi, le gouvernement haïtien se le fixe également car, pour lui, c'est le moment de lancer «un vaste programme de développement» ne se limitant pas uniquement aux zones dévastées mais touchant l'ensemble du pays. Le processus de reconstruction doit en effet aboutir à la «création d'une Haïti meilleure».

Haïti, en effet, a été le théâtre de la pire catastrophe naturelle de son histoire. A côté du lourd bilan humain, les dégâts matériels sont dans tous les domaines colossaux. Plus de 52% des maisons ont été détruites ou endommagées et la quasi-totalité des bâtiments publics détruits. Quelque 4.992 bâtiments scolaires, soit 23% des écoles du pays, se sont effondrés ou ont été fortement endommagés. Et ce sont en effet quelque 20 millions de mètres cubes de gravats qu'a laissé le tremblement de terre du 12 janvier. Des déblais qui jonchent notamment les sites de bâtiments effondrés et recouvrent des espaces nécessaaires à la reconstruction.

Les infrastructures économiques ne sont pas en reste. Par exemple, le centre ville de Portau-Prince, zone commerciale de la capitale, est en ruine. Des établissements

commerciaux des zones périphériques ont aussi été détruits. Les pertes ne concernent pas seulement l'effondrement des bâtiments commerciaux mais portent aussi sur le stock, le mobilier et les équipements. Les pertes au niveau des entreprises des secteurs formel et informel s'élèvent à 2,1 milliards de dollars américains et les besoins en financement dépassent les 2,7 milliards de dollars. Au niveau de l'agriculture, les dégâts et les pertes causés par le séisme dépassent les 150 millions de dollars.

Aussi, le Gouvernement s'est-il proposé de lancer de grands chantiers pour «agir maintenant» tout en mettant en place «les conditions pour s'attaquer aux causes structurelles du sous-développement d'Haïti». Ses priorités sont définies dans un «Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti». Parmi elles, les investissements en infrastructures: routes, électricité, transport et télécommunications». La mise en œuvre de ce Plan est confiée à la CIRH. une structure créée par décret présidentiel, le 21 avril 2010. Son mandat s'étend sur une période de 18 mois, après laquelle une structure totalement haïtienne devrait prendre le relais. La CIRH est co-présidée par Bill Clinton et le Premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive. Sa mission: «la planification, la coordination et la mise en œuvre des projets liés à la reconstruction d'Haïti».

Au nombre de ses responsabilités, «s'assurer que les projets soient cohérents et en adéquation avec les priorités définies dans le Plan». La CIRH a également pour tâche de lever des fonds auprès des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, des organisations non gouvernementales et du secteur des affaires. La Commission peut aussi avoir recours au Fonds pour la Reconstruction d'Haïti, une entité placée sous la responsabilité du ministre de l'Economie et des Finances, Ronald Beaudin, dont le ministère gère une partie des fonds octroyés par certains donateurs.

« La CIRH est une structure très utile, qui inspire confiance aux bailleurs puisqu'ils y sont représentés. Elle contribue également à les inciter en permanence à respecter leurs promesses», de l'avis du ministre des Finances.

janvier 2011

Le programme de reconstruction a donné lieu à plusieurs conférences internationales. Parmi elles, la conférence des donateurs tenue à New-York, le 31 mars 2010, qui a vu la communauté internationale promettre à Haïti un montant de 9,9 milliards de dollars. Une promesse qui, selon Ronald Baudin, va bien audelà des attentes.

#### Des projets approuvés



Depuis sa mise sur pieds, la CIRH a organisé quatre grandes réunions. Des rencontres servant notamment à approuver des projets soumis par divers acteurs comme le gouvernement haïtien, des organisations humanitaires, des agences des Nations Unies, le secteur privé et des membres de la communauté internationale.

Les projets déjà approuvés s'élèvent à 3,1 milliards de dollars américains et les fonds décaissés s'élèvent à plus d'un milliard de dollars. Ils couvrent des domaines comme l'agriculture, l'eau et l'assainissement, l'éducation et la santé, le logement, la prévention des désastres, les infrastructures, le renforcement institutionnel et la création d'emplois. Certains projets approuvés disposent de financements, d'autres n'en ont pas encore ou sont partiellement financés.

A en croire M. Beaudin, des projets sont en cours d'exécution dans diverses régions du pays. Dans le département du Nord-Ouest, 17 ponts sont en cours de construction. Des ouvrages d'art qui doivent permettre de mettre fin à l'isolement de cette partie du pays lorsque les rivières sont en crue. Dans d'autres régions des routes endommagées sont en cours de réhabilitation ou en construction. C'est le cas, respectivement, du tronçon de la route

nationale # 1 reliant Saint-Marc aux Gonaïves, dans l'Artibonite, et de la route Mirebalais/Hinche, dans le Plateau Central. D'autres projets vont démarrer sous peu. Il s'agit de la route Hinche-Cap-Haitien reliant le Plateau Central au département du Nord et celle de Cayes/Jérémie reliant le département du Sud à la Grand'Anse. Sera également construite la route reliant la station balnéaire «Labadie», dans le Nord du pays, à la citadelle Henri Christophe qui va être déclarée destination touristique internationale.

Quant au centre-ville de Port-au-Prince totalement dévasté, c'est à la Fondation du Prince Charles qu'est confiée la préparation du plan de reconstruction. Dans cette optique, un large périmètre du bas de la ville a été déclaré d'utilité publique. Ce plan constitue une expérience pilote qui servira de modèle pour la reconstruction d'autres parties de la ville. Au nombre des acteurs qui y sont impliqués figurent le secteur privé des affaires et la Banque Centrale d'Haïti qui va y construire un «Convention Center».

«Ce projet va couter plusieurs milliards de dollars et va s'étendre sur plusieurs années, probablement au-delà de 10 ans», estime M. Beaudin. Le financement de la construction de certains bâtiments publics est d'ailleurs déjà identifié. Par ailleurs, deux projets de logements sociaux vont bientôt être lancés dans la capitale. Des terrains devant abriter d'autres programmes de construction sont en phase d'identification également à Port-au-Prince et dans des villes de province.

«Nous pensons que dans les 10 à 15 prochaines années, le secteur du logement va représenter un créneau très important pour la croissance du pays. L'Etat va beaucoup investir dans ce domaine et nous commençons aussi à accorder des incitations au secteur privé pour qu'il y investisse également afin de compenser le grand déficit actuel», croit M. Beaudin.

Toujours dans le cadre de la reconstruction, a été lancé le Fonds de Garantie Partielle de Crédit. Il s'agit d'un fonds de départ de 35 millions de dollars mis en place respectivement par la banque Interaméricaine de Développement (22,5 millions), la Banque Mondiale (2,5 millions) et le Trésor américain (12,5 millions).

Cet instrument financier est mis en place en vue de partager les risques pris par les banques et augmenter, en faveur des entreprises, l'accès au crédit bancaire. Les prêts seront garantis à 50%. Une initiative qui vise à «relancer l'emploi, l'activité économique et la croissance dans le pays ».

#### Parmi les lacunes à combler

Nombreux sont, cependant, les acteurs du processus de reconstruction qui dénoncent la lenteur des décaissements. Une situation qui, selon le ministre Beaudin, est due au fait que chaque bailleur a «ses propres mécanismes et procédures, son propre calendrier et beaucoup d'entre eux doivent compter avec une instance parlementaire ou de contrôle quelconque».

Autre faiblesse dénoncée, la lourdeur de la CIRH. Le ministre de relativiser: «c'est une grosse machine. Mais je pense qu'elle finira par s'adapter à la situation et trouver sa vitesse de croisière». L'aménagement nécessaire serait notamment de rendre «plus légères les procédures et plus fluides, les informations».

Cependant, les retombées de la reconstruction se font encore attendre et les Haïtiens, notamment ceux vivant dans des abris provisoires, commencent à s'en plaindre. Aussi le ministre les invite-t-il à la patience. «Nous comprenons l'impatience de la population. Mais nous l'invitons aussi à bien regarder l'étendue des dégâts. En un an, on n'aurait pas pu tout régler», se défend le ministre, parlant au nom du gouvernement.

Un avis partagé par l'ex-président américain, Bill Clinton. «Dans tous les désastres naturels auxquels j'ai assisté depuis environ 30 ans, le plus difficile a toujours été de faire passer les gens des abris provisoires aux abris définitifs», fait-il valoir. Cependant, optimiste, Bill Clinton croit que, «si les donateurs tiennent leurs promesses», d'ici à l'année prochaine, des centaines de milliers de personnes pourront être logées dans des abris plus solides. Une espérance confortée par les projets de logements sociaux prévus par le Gouvernement.

Faustin Caille

## MESSAGE D'ALAIN LE ROY ET DE SUSANA MALCORRA À L'OCCASION DU PREMIER ANNIVERSAIRE D<u>U TREMBLEMENT DE TERRE D'HAÏTI</u>

Chers amis et collègues,

Alors que nous nous recueillons pour marquer l'anniversaire du tremblement de terre dévastateur qui a frappé Haïti, aucun de nous n'est le même qu'il y a tout juste un an. Le souvenir de ce jour fatidique restera gravé à jamais dans nos cœurs et nos esprits. Nous vous invitons à vous joindre à nous pour rendre hommage

aux haïtiens et à nos collègues des Nations Unies qui sont morts, ou ont été blessées, alors qu'ils travaillaient à rendre le monde meilleur et plus sûr. Rapprochons-nous des parents et amis de tous ceux qui ont été touchés. Soutenons notre famille des Nations Unies.

Une sculpture a été inaugurée et une cérémonie de commémoration tenue en hommage à nos collègues à la base logistique de la MINUSTAH. (Une photographie du monument est jointe à ce message.) Au Siège, le Secrétaire général a présidé une cérémonie solennelle, déposé une gerbe de fleurs et appelé à observer à 16h53 précises 47 secondes de silence marquant l'heure et la durée du tremblement de terre.

Le Secrétaire général a rappelé qu'«à cette tragédie, l'une des plus grandes catastrophes naturelles de

l'histoire, le monde entier a répondu dans un élan de compassion et de solidarité envers le peuple d'Haïti. La réponse de l'ONU et de la communauté internationale a été l'une des plus importantes jamais entreprises dans ce domaine; elle continue à ce jour à aider les survivants de cette tragédie.»

Que le souvenir de nos amis et collègues disparus nous guide, qu'il nous incite à renouveler notre engagement envers notre travail et à redoubler d'efforts en soutien au peuple haïtien et à ceux qui sont le plus dans le besoin à travers le monde. Nous n'oublions pas le sacrifice de nos collègues. Nous rendons hommage à leur courage et à leur engagement au service de la paix.

### De Davide Dormino

Un artiste a une grande responsabilité, celle de raconter le monde en soulevant des questions à travers son œuvre.

Cette œuvre est une narration en cours d'écriture.

C'est l'histoire d'un pays à protéger et reconstruire. Telle est sa mission.

A BREATH est son titre A BREATH est une murmure, une respiration, un souffle.

L'instant avant que la terre commence à trembler, un souffle fait bouger ces pages en en faisant tomber une.

J'ai voulu mettre sur cette page seulement les prénoms des personnes qui ont perdu la vie sans ordre alphabétique car face à la mort nous sommes tous égaux.

Et car je suis convaincu que beaucoup de Haïtiens en dehors de cette enceinte portaient

ces mêmes prénoms.

Il s'agit d'une œuvre qui défie le temps, l'espace et la gravite, tout comme ce peuple.

Je remercie toutes les sections de la MINUSTAH qui m'ont aidé à réaliser cette œuvre et les ouvriers haïtiens qui ont participé avec moi à son élaboration.

Enfin, je dédie cette œuvre à mon père et mon frère qui ont survécu.



### STATEMENT OF ASG ANTHONY BANBURY



Dear colleagues,

I am honoured to be back in Haiti and with all my friends from MINUSTAH to commemorate our fallen colleagues who lost their lived one year ago today in the cause of peace, for the people of Haiti, with you. I spent several months following the earthquake here as Acting Principal DSRSG and am happy to see many of the faces from those difficult times among us today.

Much is still to be done to help Haiti with the reconstruction efforts, assisting humanitarian operations and providing critical safety and security services. No-one knows that better than you. I salute the valiant efforts of those who continued in the face of tremendous adversity, who dealt with injury and trauma and great personal loss, and who came through it with strength, resilience and resolve. I would like to

pay special tribute to all those who were here before the earthquake and who came back to help Haiti re-build. Your efforts, your dedication to the cause of the United Nations and the people of Haiti, inspire us all and represent the very best that the UN has to offer the world.

Much has changed in the past year, including in terms of the UN's physical presence. Just 10 months ago, I remember we were all living in this base, crammed like sardines - up to 8 in a single office. I can see the difference you have made and what an improvement has been achieved in a short space of time.

This room - the new Townhall room - replaces the much less attractive and less adequate Rubb Hall, adjacent to the PX. From this day forward, will be a place to celebrate the United Nations community in Haiti and the efforts of all UN personnel in-country.

That is why it is appropriate that together we dedicate this room today, January 12, 2011, to the collective memory of all 102 UN victims of last January's earthquake. In deference to the ultimate sacrifice made by these brave men and women in the service of peace, our friends and our colleagues, I am honoured and humbled to unveil this plaque and officially inaugurate this Town Hall.

#### Thank you.





## On ne peut pas répondre à tous les besoins en un an, dit M. Fisher

12 mois se sont écoulés depuis le tremblement de terre qui a ravagé Haïti. Dans un bilan post-séisme, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et coordonateur humanitaire, Nigel Fisher, fait le point de la réponse urgente et des actions de relèvement de l'ONU aux cotés du Gouvernement.

Question: Le 12 Janvier 2010, a modifié l'agenda, le rôle du système des Nations Unies en Haïti. Est-ce que l'ONU a pu s'en accommoder?

Nigel Fisher: C'était initialement très difficile. Deux ou trois années avant le séisme, l'on pouvait observer une certaine amélioration de la situation économique. Il y avait un sentiment d'espoir après tant d'années difficiles. Amélioration aussi de la situation nutritionnelle des enfants. Certes, les défis étaient considérables, mais il y avait également de l'espoir.

Tout d'un coup, en quelques secondes, Haïti a perdu l'équivalent de sont Produit National Brut (PNB) pour une année. On a du ainsi répondre immédiatement au trem-



blement de terre, alors que le système des Nations Unies avait perdu une partie de ses infra-structures, nos archives, mais aussi, bon nombre de collègues; 102 au total.

Néanmoins, dès le premier jour, le personnel de la MINUSTAH a participé aux opérations de recherche des survivants. Après 72 heures, les humanitaires avaient déjà préparé un appel d'aide. En dépit de toutes les difficultés, on a eu une réponse impressionnante.

Il ne fait aucun doute que, durant les premiers jours, il y avait une certaine confusion du fait de la perte d'amis, de collègues, du leadership de la mission, et de l'arrivée d'une foule de fonctionnaires des Nations Unies, des ONG, du personnel médical et humanitaire, des représentants du secteur privé, etc. C'était une période difficile, mais nous sommes finalement arrivés à mettre en place un système de coordination de l'aide humanitaire en développant un système de clusters réunissant les spécialistes des différents secteurs concernés (santé, éducation, eau et assainissement, gestion des camps de déplacés, etc.). Chacun de ces thèmes faisait l'objet de réunions afin que l'action des différents acteurs puisse être convenablement coordonnée.

Il y avait des centaines, peut-être des milliers, de petits organismes venus aider. Beaucoup venaient de petites villes du Canada et des Etats-Unis pour assister un orphelinat, une église, une école. Ces organisations n'étaient pas enregistrées auprès du Gouvernement, et il était impossible de savoir ce qu'elles faisaient. Néanmoins, les grands acteurs, avec les principales ONG, nous nous sommes rencontrés dans ces cluster afin d'apporter des réponses coordonnées. De même, entre la MINUSTAH et les Agences des Nations Unies ; entre les bailleurs, les grandes banques et les militaires, il y avait des systèmes de coordination. Ainsi je pense que malgré l'ampleur du défi, la réponse a été adéquate.

Q : On a jusqu'ici parlé de la coordination avec les partenaires internationaux. Comment s'est passée la coordination avec les partenaires nationaux?

Nigel Fisher: Il faut admettre, rétrospectivement, que c'était difficile et peu satisfaisant. Initialement, les autorités haïtiennes ont eu des difficultés à participer à ce système de coordination. La majorité des gens qui sont arrivés au lendemain de la catastrophe ne parlaient souvent que l'anglais, ce qui rendait très difficile la communication au cours de ces réunions de coordination. Initialement c'était un système international, et ce n'est que plus tard que les organes du Gouvernement responsables ont commencé à participer. Aujourd'hui, les institutions haïtiennes participent pleinement à ces clusters. A titre d'exemple, le cluster eau et assainissement est géré par la Direction Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (DINEPA). La Direction de la Protection Civile (DPC) est le leader du groupe qui s'occupe de la prévention des risques et désastres et de la préparation à la saison cyclonique.

Il faut aussi reconnaitre que lorsque l'épidémie de choléra a fait son apparition, le Gouvernement a immédiatement pris des mesures afin de ne pas répéter l'expérience de janvier 2010. Une cellule de coordination a été créée au Palais National avec les ministères et les délégations départementales concernés. Les Nations Unies font partie intégrante de ce mécanisme. La participation de tous les acteurs a permis une meilleure coordination.

Q: Douze mois après, quel bilan pouvez-vous dresser en terme de réponse?

Nigel Fisher: Je pense que le plus important était la réponse humanitaire, et l'on peut dire que, globalement, c'était une réussite. En trois ou quatre mois, on avait établi une série d'objectifs. Par exemple, les sans abris devaient pouvoir accéder à un logement, à l'eau. Fin avril, on avait 1.3 millions de personnes dans les camps, avec soit une bâche soit une tente, un accès à l'eau potable, aux latrines.

Interview suite.

janvier 2011

Les statistiques des six derniers mois démontrent une diminution continue du nombre de personnes déplacées vivant des les camps, qui est passé de 1,5 million en juillet 2010 à 810 000 au 7 janvier 2011. Cette tendance positive révèle qu'un certain nombre de victimes du séisme ont trouvé des alternatives de logement et peuvent reprendre une vie plus normale. Un des éléments qui contribue à cette évolution est la construction de plus 31 500 abris transitoires, ce qui dépasse l'objectif de 30 000 pour 2010.

Des progrès ont aussi été accomplis en matière de relèvement. «En collaboration avec les autorités nationales et les communautés, plus de 300 000 personnes ont été employées à travers des projets à haute intensité de main d'œuvre des Nations Unies. Plusieurs projets de déblaiement des débris sont en cours, qui permettent la création d'emplois dans les communautés affectées par le séisme, facilitant ainsi le retour des populations déplacées dans leurs quartiers d'origine. Avec plus de 388 000 maisons déjà évaluées, l'inspection structurelle des maisons détériorées par le tremblement de terre, menée par le Ministère des Travaux Publics avec l'appui des Nations Unies, est finalisée à 90 pour cent. Le macrozonage sismique de Port-au-Prince a été complété, instrument essentiel pour une planification urbaine qui intègre les risques. La grande majorité des enfants qui était à l'école avant le tremblement de terre est maintenant de nouveau à l'école.

Beaucoup de personnes qui sont venues des bidonvilles avaient pour la première fois accès à l'eau et aux latrines. Avec l'épidémie de choléra, on a peu voir l'impact de ces nouvelles infrastructures sanitaires. Les camps étaient moins dangereux que les bidonvilles. On peut en effet voir que jusqu'à présent, le nombre de victimes est moins important dans les camps que dans les bidonvilles.

A cela s'ajoute l'amélioration de la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans. En avril dernier, l'on a pu constater, après analyse, qu'elle s'était améliorée par rapport à la situation avant le tremblement de terre.

Les défis sont venus après, et portent notamment sur la stratégie à adopter pour le retour des déplacés chez eux ou pour leur relocalisation. Il faut aussi créer de l'emploi, améliorer l'éducation de leurs enfants, leur procurer de l'eau, tout en s'occupant de l'assainissement, et, plus important encore, le logement. C'est un processus assez long de planification pour savoir où l'on peut construire tout en évitant des conflits.

Concernant les abris, il existe un plan visant à la construction d'environ 130.000 abris transitoires avant octobre 2011. Ce plan comprend également la construction de 30.000 abris avant la fin de l'année 2010, et je suis très content d'annoncer que cet objectif a été atteint. Par ailleurs, on a procédé à une évaluation avec les MTPTC (Ministère des Travaux Publics, Transport et Communication) des habitations dans les zones touchées par le séisme afin de voir si celles-ci sont totalement endommagées, si elles peuvent être réparées, ou si elles sont en bonne condition. Il faut aussi souligner qu'avant le tremblement de terre, il n'y avait pas de normes de construction. Maintenant que l'on connait la situation, on peu commencer à construire.

Question: que peut-on dire par rapport au rôle joué par la MINUSTAH dans la réponse post-séisme?

Nigel Fisher: C'est vrai que l'on oublie, parfois, que dès les premiers jours et jusqu'à aujourd'hui, ce sont les troupes militaires et policières de la MINUSTAH qui assurent la sécurité de l'action humanitaire.

Et même concernant le choléra, les officiers de génie militaire de la MINUSTAH ont été mis à contribution pour aplanir les terrains sur lesquels ont été construits les centres de traitement, et ca c'est important!

Ils ont également fait de nombreux travaux d'assainissement dans les camps de déplacés, afin de prévenir les inondations, et éviter ainsi des difficultés supplémentaires pour leurs occupants. Jusqu'à ce jour, les officiers de génie militaire continuent à entretenir les routes, nettoyer les canaux et lever les débris. Ils ne font pas que des patrouilles. Ils font beaucoup de choses utiles pour améliorer les conditions de vie des Haïtiens.

Q: Où en sommes-nous avec la reconstruction?

Nigel Fisher: On peut dire qu'on est vraiment au commencement. Je sais qu'il y a peu de monde satisfait avec la situation actuelle. Ils ont raison. On entend parler de plusieurs milliards de dollars. Où se trouvent-ils?

La Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti a été critiquée pour sa lenteur. Il est vrai que la mise en place de la commission a duré plusieurs mois parce qu'il y avait un grand débat sur les fonctions de cette commission. Et au nombre des guestions soulevées : cette commission doit-elle être un super ministère qui fait tout? Ou doit-elle faire la coordination entre les ministères? Ou encore une simple instance de décision lorsqu'il y a beaucoup de propositions pour peu de ressources? La deuxième formule a finalement été retenue, mais cela a pris du temps.

Il fallait aussi définir le problème de la stratégie. Comment résoudre le problème des débris ? Comment va-t-on de nouveau construire la capitale? On a décidé qu'on ne la reconstruirait pas de la même façon. Il y a plusieurs quartiers que l'on veut vraiment transformer et cela demande de la planification. Des complications également pour ouvrir de nouvelles routes, ou creuser de nouveaux canaux, car cela signifierait que l'on détruise certaines maisons pour les reconstruire ailleurs. En effet, on ne veut pas construire de la même façon, mais plutôt améliorer la qualité de la construction. La majorité des gens vivant dans les camps ne sont pas propriétaires de leurs habitations, mais des locataires. Si l'on veut aider les propriétaires à reconstruire leurs maisons, il faut trouver un compromis avec les propriétaires.

La commission intérimaire a déjà approuvé des projets pour une valeur de trois milliards de dollars. Jusqu'à ce jour, environ 1,3 milliards de dollars ont été versés pour financer divers projets. Par ailleurs, un montant de 1,6 milliards de dollars est alloué à des projets approuvés par la commission. La majorité des projets ont donc une source de financement. Nous commençons 2011 avec des projets, des stratégies, des objectifs identifiés et des

ressources pour accélérer le développement cette année. On ne peut pas répondre à tous les besoins en une année. Si nous considérons qu'il y avait déjà beaucoup de problèmes avant le séisme, en raison de la faiblesse du Gouvernement, de la pauvreté, de l'accès difficile aux services de santé et de l'absence d'eau potable, il faut également comprendre que cela prenne du temps.

Question: Des critiques ont été adressées à la MINUSTAH. Certains lui reprochent d'avoir introduit le choléra en Haïti. D'autres se demandent ce que fait la MINUSTAH en Haïti et demandent son départ. Y-a-t-il un décalage entre ce que fait la MINUSTAH et la perception qu'en a une frange de la population haïtienne?

Nigel Fisher: En ce qui concerne les causes de la propagation du choléra, plusieurs enquêtes ont été faites. On a pris très au sérieux celle qui a mis en cause le bataillon népalais basé à Mirebalais. Mais d'autres enquêtes, tout aussi sérieuses attribuent l'origine du choléra en Haïti à d'autres causes. On a prélevé des échantillons, on a réalisés des tests, le gouvernement haïtien ainsi que le laboratoire National de Saint Domingue ont également procédé à des tests. Pour tenter de faire la lumière, si possible sur cette affaire, le Secrétaire général des Nations Unies vient de nommer un panel d'experts indépendants pour chercher à déterminer les causes de l'épidémie de choléra. Ce panel devrait commencer à travailler dans les prochains jours et pourrait mettre plusieurs mois avant de conclure son enquête. Bien qu'il semble y avoir une présomption générale que l'origine de l'épidémie provienne de ce camp des FPU a Mirebalais, cela n'est pas prouvé. Il n'empêche qu'il faut prendre cette hypothèse très au sérieux.

Pour moi, en temps que Coordonateur de l'action humanitaire, le plus important est de protéger ceux qui vivent et d'éviter que d'autres personnes soient atteintes. Il faut répondre à l'épidémie. Aujourd'hui, 85 pour cent des besoins en matière de Centres de traitement du choléra et Unités de traitement du choléra sont couvertes. La capacité en matière de ressources humaines pour le traitement du choléra s'est rapidement renforcée ces dernières semaines grâce notamment à l'appui de la Brigade médicale cubaine et d'autres partenaires de la santé. À ce jour, le taux de mortalité s'est réduit à 2.2 pour cent. Mais beaucoup reste encore à faire.

La prévention est toute aussi importante. Une mobilisation massive et nationale des Haïtiens –à travers les églises et les congrégations religieuses, les écoles, la Croix Rouge et les associations de la société civile– est en cours et doit encore s'amplifier pour faire passer les messages de prévention et pour influencer les comportements d'hygiène.

Propos recueillis par Uwolowulakana Ikavi

## LE SAVIEZ-VOUS?

- \*Les programmes « Cash & Food for Work » ont démarré en mars 2010.
- \*Ils ciblent spécialement les victimes du tremblement de terre qui vivent dans les camps de déplacées ou chez des amis ou des parents.
- \*Entre autres de leurs objectifs : amélioration de la sécurité alimentaire des bénéficiaires par l'augmentation de leurs revenus et/ou leur paiement en nature avec des provisions alimentaires ; assainissement et réduction de la vulnérabilité de l'environnement ; Relance de la production alimentaire, par l'entretien des infrastructures productives (routes, systèmes d'irrigation, etc.), et travaux agricoles.
- \*Les emplois types : balayage des rues, nettoyage des canaux de drainage, enlèvement des décombres à la main, construction de latrines dans les camps, réparation de routes rurales à l'aide de pioches et de pelles, et construction de terrasses dans les zones agricoles, traitement des bassins versants, correction de ravines et de berges de rivière, reboisement et aménagement.
- \*Un emploi CFW dure généralement de huit heures par jour, cinq ou six jours par semaine, deux ou quatre semaines, avec un salaire journalier de 200 gourdes.
- \*Plus de 300.000 personnes ont été employées à travers des projets à haute intensité de main d'œuvre des Nations Unies entre février et novembre 2010.
- \*Les partenaires impliques aux cotés du Gouvernement sont le PNUD, le PAM et la MINUSTAH, notamment par le biais de sa Section de Réduction de la Violence Communautaire (RVC).

Mario Rizzolio

### LE TREMBLEMENT DE TERRE EN CHIFFRES

Pertes en vies humaines : 222 570 dont :

-38.000 élèves/étudiants ;

-1.347 personnel enseignant;

Personnels de l'ONU décédés : 102 ;

Blessés: 310.000 dont:

- 4.000 amputés

Sans abris: 810.000 actuellement contre 1.500.000 en juillet 2010 Camps de déplacés : 1.150 actuellement contre 1.500 en juillet 2010

Bâtiments détruits ou endommagés: 230.000 bâtiments (52%), dont :

- -4.992 bâtiments scolaires détruits ou endommagés: soit 23% des écoles du nays
- -150.000 habitations détruites ou endommagées ;

Gravats à enlever: 20 millions de mètres cubes

Pertes au niveau des entreprises: 2,1 milliards de dollars

Pertes au niveau de l'agriculture: plus de 150 millions de dollars

### TRIBUTE TO THOSE WHO DIED IN THE JAN 12th EARTHQUAKE (FORCE COMMANDER LUIZ GUILHERME PAUL CRUZ)



We are here to pay a just and well deserved tribute to those who lost their lives, particularly those who died working for a better world.

These were people of many different nationalities – civilian and military - under the symbol of peace which the United Nations Organization represents.

I also want to extend my deepest condolences to the families of the thousands of Haitians who passed away.

At the end of 2009, the situation in Haiti was stabilized. There had been significant improvement in the social and economic condition. The coordinated efforts of the United Nations, the International Community and Haitian authorities had all hopeful that we were to see better days ahead for the people of Haiti.

But our hope for continuing progress was about to suffer a serious blow. On January 12th, 2010, a major earthquake struck the central zone of Haiti. Port au Prince and its neighboring cities suffered great devastation. The earthquake not only caused great loss of lives in the Haitian population, it also took the lives of our United Nations personnel. In just that one moment, the United Nations would suffer the greatest loss in its 65 years of existence.

Despite this, Mission members took immediate action. With the unconditional support of New York Headquarters, and under an essential and decisive coordination of the Mission leaders, its members started providing emergency support to the population.

That day saw many heroic actions, international and local staff, police officers and soldiers stood shoulder to shoulder with Haitian citizens. Many risked their own lives to save others. They entered severely damaged buildings in imminent threat of collapse to search for and rescue those trapped. Often they had to dig and remove the debris with their own bare hands.

Many countries quickly answered the plea for humanitarian help, sending rescue teams, medical support, financial resources and others. The eyes of the international community turned to Haiti in the wake of this tragedy.

It is also important to recognize the work of the Joint Task Force, from the United States. With a quick and coordinated operation, the JTF controlled the airspace from the international airport and opened the city's harbor. This enabled the huge outpouring of humanitarian aid to enter the country in a orderly and timely manner.

Along with MINUSTAH's Military and Police Components, the US JTF accomplished joint support missions of humanitarian assistance. A noticibly easy and productive working relationship was developed. At that moment, a new paradigm of cooperation between United Nations and American forces was established.

Military forces from Canada, France, Italy and Spain also played important roles. They were deployed throughout the country, carrying out support activities for the humanitarian assistance, with an emphasis on the engineering works of clearing roads and providing emergency medical assistance.

I especially want to acknowledge the work of my subordinates from the Military Component. Even though deeply involved in the immense task of supporting the humanitarian aid operations, they were able to maintain security to the country which enabled that humanitarians to reach the population of Haiti.

With our focus in maintaining security and stability, we were particularly concerned in the plight of those who were unable to protect themselves. Working in conjunction with the UN POLICE and Haitian National Police, additional measures were taken to prevent violence against women and children.

In the process of carrying out these numerous tasks, our Military Component had the opportunity to get to know and bond with wonderful people who work in the many humanitarian organizations.

After the initial emergency was overcome, a phase of reconstruction and

janvier 2011

recovery of Haiti began. The Military Component of MINUSTAH has been working day and night in this recovery process over the last months.

It has been a team effort, with the other members of MINUSTAH, UN Country Team, governmental and non-governmental organizations, to direct our coordinated actions to recovery.

And we are very hopeful for the completion of the electoral process. We believe that only under the leadership of the national government we will be able to achieve sustainability, and the strengthening of rule of law and social development for the country.

We should not forget that there is still a great deal yet to be done. The people of Haiti, its authorities, the United Nations, International Community and the many NGOs must all persevere and must work together in a coordinated effort. This will be the only way we can achieve our goals and provide hope to the Haitian people.

The greatest tribute we can pay to those who gave their lives for ideals of peace and prosperity for this country is to carry on and succeed in the mission.

May God protect the good people of Haiti so they can continue this country's journey towards reconstruction and a better life for all.

ALLOCUTION DU COMMISSAIRE AI DE LA POLICE DES NATIONS UNIES, MARC TARDIF

Monsieur le Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix,

Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire général, Messieurs les ambassadeurs et membres du Corps diplomatique, Mon General, Commandant de la Force des Nations Unies, Messieurs les Officiers supérieurs de la Police Nationale d'Haïti

Chers collègues et chers amis,

Voici un an, jour pour jour, 102 de nos collègues, amis ou parents disparaissaient au milieu de l'une des catastrophes naturelles les plus dévastatrices de la décennie qui, en quelques instants, venait d'arracher la vie a 250 000 citoyens haïtiens et de plonger des millions d'autres dans le désespoir et le dénuement.

En ce jour anniversaire, au nom de la Police des Nations Unies, permettez-moi d'évoquer tout particulièrement, le souvenir des 18 collègues policiers qui ont disparu ce soir-la. Pour ceux qui les connaissaient, mais aussi pour vous tous qui nous avez rejoints aujourd'hui, je voudrais, en leur hommage, égrener une fois encore leurs noms afin que chacun se souvienne de leurs visages, de la dernière fois ou nous les avons vus, de leur voix et peut-être, des dernières paroles échangées :

Lionel Amar Cheick Boundou Camara Doug Coates Rosa Crespo-Biel Mark Gallagher Gustavo Ariel Gomez Zhao Huayu Salifou Imorou Zhong Jiangin Batipa Agnes Koura Frantoumani Kourouma Laurent Le Briero Issa Mairigia Affis Okoro Tadia Roger Onadja Li Qin Adamou Biga Souley *He Zhihong* 



Chers collègues et chers amis,

Une année est passée, mais elle n'a pas suffi à effacer la souffrance causée par leur disparition. Cette année n'a pas non plus réussi à combler le vide que leur absence a créé. Notre deuil n'est pas fait et la brutalité de cette catastrophe ainsi que les douleurs innombrables qu'elle a laissée dans son sillage, continuent de nous habiter aujourd'hui.

Pourtant, nous devons à nos morts et au peuple haïtien que ce désastre a plongé dans le désarroi et une misère accrue, d'affronter les défis immenses qui nous font face et d'accomplir notre part du vaste travail que constitue aujourd'hui la reconstruction d'Haïti.

Après la catastrophe, les policiers des Nations unies se sont tous remis au travail en participant activement à la protection des principaux centres d'activité (banques, supermarchés, bureaux de change) ainsi qu'à celle des innombrables camps de déplacés disséminés dans la capitale, en escortant les convois de secours des ONG et en aidant nos collègues de la PNH à se réinstaller et à reprendre progressivement leurs travaux quotidiens.

Mais, en ce début d'année si difficile, alors que de très nombreux Haïtiens vivent encore sous des tentes ou dans des abris précaires, en ces temps d'épidémie mortelle et de dangereuse incertitude politique, j'ose à peine vous dire que « beaucoup a déjà été fait ». Aujourd'hui, je ne puis sincèrement que vous exhorter à faire plus, à faire mieux, à faire plus vite car le temps presse et les maux sont infinis.

Je voudrais m'adresser à tous mes collègues policiers et leur demander, en souvenir de ceux qui nous ont quittés il y a un an, de protéger les citoyens de ce pays, en particulier les plus faibles, contre ceux qui pensent que le temps du meurtre, du kidnapping, du viol et du lynchage serait revenu avec le tremblement de terre, l'apparition des camps de toile et du choléra.

Je demande à tous de continuer courageusement à lutter pour l'instauration d'un véritable État de droit en Haïti.

Faites de votre mieux pour soutenir nos camarades de la Police Nationale d'Haïti, dans leur formation et dans leurs tâches quotidiennes, aidez l'institution judiciaire à imposer les règles de droit et à construire une justice égale pour tous, soyez fidèles à l'obligation qui est la notre, de dénoncer sans relâche toute violation des droits de l'homme.

Enfin, puisque l'organisation d'élections transparentes et crédibles reste la seule voie de sortie de crise et l'étape indispensable vers une démocratisation durable des institutions de ce pays, tenons-nous prêts à apporter une nouvelle fois notre assistance à la sécurisation des élections et, en collaboration étroite avec nos collègues militaires et de la PNH, veillons à protéger le processus électoral de toute attaque et plus généralement de toute tentative de le dénaturer et de le corrompre.

#### Mes chers amis.

Montrons à tous, Haïtiens et internationaux, que notre Mission est vivante, active et déterminée, que nous avons su garder notre enthousiasme et que nous sommes capables d'affronter les défis auxquels ce pays doit faire face.

Soyons irréprochables dans nos comportements, ambitieux dans notre travail et intransigeants quand il s'agit de l'application de nos principes.

En ce jour solennel où nous commémorons nos amis qui ont donné leur vie pour la paix, je vous appelle à vous unir et à vous surpasser pour servir la cause d'Haïti et contribuer à sa renaissance dans l'esprit de solidarité des peuples qui doit animer les serviteurs des Nations unies que nous sommes.

Je vous remercie.



Production: Unité Publication

Visitez notre site Internet WWW.MINUSTAH.ORG



